

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA REGLEMENTATION

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

CG/MD

Affaire suivie par Mme GAUTHERIN

Tel. 37.27 70.94.

ARRETE D'AUTORISATION
SOCIETE STANEXEL
CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE
COMMUNE DE PRUDEMACHE

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE N° 4847

Vu la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets ;

Vu la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu les articles 66, 66 A, 66 B, 67 et 68 du livre II du Code du Travail portant prescriptions relatives à la protection et à l'hygiène des travailleurs ;

Vu l'instruction technique du 11 mars 1987 relative à la mise en décharge contrôlée de résidus urbains ;

Vu la convention de rejets signée le 6 octobre 1992 entre la société STANEXEL et le gestionnaire de la station d'épuration communale de BREZOLLES définissant les conditions techniques de traitement des eaux résiduaires ;

Vu la demande présentée par la Société STANEXEL sise à BRETIGNY SUR ORGE à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre d'enfouissement technique sur le territoire de la commune de PRUDEMACHE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1114 du 11 mai 1992 prescrivant sur ladite demande une enquête publique qui s'est déroulée du 9 juin au 9 juillet 1992 inclus sur le territoire de la commune de PRUDEMACHE ; les communes de SAINT LUBIN DE CRAVANT, REVERCOURT, BEROU LA MULOTIERE et DAMPIERRE SUR AVRE étant concernées par le rayon d'affichage ;

Vu l'ensemble des pièces et documents annexés au dossier d'enquête ;

Vu le procès-verbal d'enquête et les conclusions émises par le Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis émis par les Conseils Municipaux des communes concernées ;

Vu les avis émis par les directions départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Equipement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Protection Civile, des services de Secours et de Lutte contre l'Incendie et de la direction régionale de l'Environnement - Centre ;

Vu le rapport établi par Monsieur l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29 octobre 1992 ;

Considérant que la demande présentée par la Société STANEXEL nécessite une autorisation préfectorale ;

Statuant en conformité des titres I et II de la loi du 19 juillet 1976 modifiée susvisée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1 -

La Société STANEXEL S.A dont le siège social est situé 1 rue du petit Paris BP 33 - 91220 BRETAGNY SUR ORGE est autorisée sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer l'activité classée sous la rubrique suivante :

322 B 2° A . . . Mise en décharge d'ordures ménagères et autres résidus urbains.

sur le territoire de la commune de PRUDEMANCHE au lieudit "Le Férou", parcelles section AD n° 23 à 27, 29 à 33, 78 à 82 et Section ZA n° 21 et 23 couvrant une superficie de 26 ha 98 a 11 ca, (superficie exploitée 23 ha 88 a 41 ca).

La capacité totale de la décharge est de 800.000 tonnes.

ARTICLE 2 -

Pour l'ensemble de son établissement, la Société STANEXEL est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes :

I REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1.1 Règles de caractère général -

1.1.1 Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être portée avant réalisation à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires, en particulier dans le cas où les autorisations nécessaires pour le détournement du chemin communal situé au Nord-Est du site, ne sont pas obtenues.

1.1.2 Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

- 1.1.3 L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, seront à la charge de l'exploitant.

- 1.1.4 Sans préjuger des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 06 Juin 1953, relative au rejet des eaux résiduaires des Installations Classées (JO du 20 Juin 1953) complétée par l'instruction du 10 Septembre 1957 (JO du 21 Septembre 1957 et du 08 Octobre 1957) ;
- l'instruction du 17 avril 1975 (titre II) relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables (JO du 19 juin 1975) ;
- l'arrêté du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la protection de l'environnement (JO du 10 Novembre 1985) ;
- l'instruction technique du 11 mars 1987 relative à la mise en décharge contrôlée de résidus urbains sauf dispositions contraires prévues dans le présent arrêté.

1.2 Prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires (prescriptions applicables au rejet global de l'établissement)

- 1.2.1 Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
- 1.2.2 Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

En particulier, à tout stockage ou dépôt de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol sera associée une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

En outre, toutes les capacités de rétention aménagées sur le site et susceptibles de recueillir toute émanation de gaz inflammable devront être ventilées.

1.2.3 Tout déversement en nappe souterraine direct ou indirect (épandage, infiltration) total ou partiel est interdit.

1.2.4 L'évacuation des effluents domestiques, des eaux de ruissellement ainsi que des substances accidentellement répandus, devra se faire conformément aux prescriptions de l'instruction du 6 juin 1953 (JO du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des Installations Classées.

1.2.5 Les eaux résiduaires (percolats) seront collectées et dirigées vers un bassin étanche d'une capacité d'environ 500 m³.

La convention de rejets en date du 6 octobre 1992 liant l'exploitant d'une part, le gestionnaire de station d'épuration communale de BREZOLLES d'autre part, définit les conditions techniques de traitement.

1.2.6 En aucun cas il ne pourra être procédé à un ajustement de l'effluent aux conditions de la convention ci-dessus par dilution.

Au cas où les eaux résiduaires ne satisferaient pas aux conditions de la convention de rejets, ces eaux seront évacuées conformément à l'article 1.5 ci-dessous.

1.2.7 Les ouvrages d'évacuation des eaux seront en nombre aussi limité que possible.

1.2.8 A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il pourra être procédé à des prélèvements des rejets d'eaux usées et à leur analyse ainsi qu'à la mesure du débit des effluents, les dépenses qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

1.3 Prescriptions générales relatives à la prévention de la pollution atmosphérique

1.3.1 Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

1.3.2 Les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de captage et de traitement de ces émissions.

1.3.3 A la demande de l'Inspection des Installations Classées, il pourra être procédé à des prélèvements gazeux de toute émanation en provenance du site et à leur analyse. Les dépenses qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

1.4 Prescriptions générales relatives à la prévention du bruit

1.4.1 L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 (JO du 10 Novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

1.4.2 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 Avril 1969).

1.4.3 L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

1.4.4 Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles (voir 1.3 3ème alinéa de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 Août 1985).

Point de mesure emplacement	Type de zone	Niveaux limites admissibles de bruit en DB(A)		
		Jour 7h-20h	Période intermédiaire 6h-7h/20h-22h et 6h-22h les jours fériés	Nuit 23h-6h
Limite de propriété de l'établissement	Zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux	65	60	55

1.4.5 L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

1.4.6 L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1.5 Prescriptions Générales concernant l'élimination des déchets

On entend par déchets dans l'ensemble de l'article 1.5, les déchets générés par l'exploitation et qui ne sont pas admissibles sur le site.

- 1.5.1 En application de la loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975 (JO du 16 Juillet 1975) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

- 1.5.2 Tout brûlage à l'air libre est interdit.

- 1.5.3 Conformément au décret n° 79.981 du 21 Novembre 1979, modifié par le décret n° 89.648 du 31 août 1989, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises au ramasseur agréé pour l'Eure et Loir, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre des décrets sus-visés ou autorisé dans un autre état-membre de la C.E.E. en application de la Directive C.E.E n° 75.439 modifiée.

- 1.5.4 L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité,
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa demande.

- 1.5.5 Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envols ... seront prises.

- 1.5.6 Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

Ces récipients seront étanches, on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

1.6 Prescriptions générales concernant la lutte contre l'incendie

- 1.6.1 L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs à poudre, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
- 1.6.2 Implanter un poteau d'incendie de 100 mm conforme à la norme NFS 61213 ou constituer une réserve d'eau de 120 m³ répondant à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, dans la mesure où aucun de ces moyens n'existe à moins de 200 m, distance calculée en parcours réel, en accord avec le CSP de DREUX et le Service des eaux.
- 1.6.3 Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.
- 1.6.4 L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur.

1.7 Vérifications et contrôles

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, les circuits et capacités de fluides sous pression devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications
- personne ou organisme chargé de la vérification
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

2 Prescriptions particulières relatives à l'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères et résidus urbains (rubrique n° 322 52° de la nomenclature)

- 2.1 Afin d'en interdire l'accès, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimum de 2 m.

Dans le cas où la clôture prévue à l'alinéa précédent n'est pas susceptible de masquer l'installation de stockage, cette clôture est doublée par un rideau d'arbres à feuilles persistantes ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. Compte tenu de la présence d'une ZNIEFF, il ne sera procédé à aucune opération de déboisement ou de défrichement en périphérie de site.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.

Au minimum les voies de circulation entre l'entrée principale et le poste de contrôle sont goudronnées.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage.

- 2.2 Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles des chargements.

Un pont bascule muni d'une imprimante doit être installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de connaître le tonnage des déchets admis.

Sa capacité doit être au minimum de 50 tonnes.

L'installation de stockage est équipée de moyens de communication avec l'extérieur.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins de chantier doit être effectués sur une aire comportant un sol étanche muni d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

A proximité immédiate de l'entrée principale, est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- installation classée pour la protection de l'environnement ;
- identification de l'installation de stockage ;
- numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- raison sociale et adresse de l'exploitant ;
- jours et heures d'ouverture pour les installations de stockage collectives ;
- interdiction d'accès à toute personne non autorisée ;
- numéro de téléphone de la gendarmerie.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles.

- 2.3 Les déchets admissibles seront outre la nature précisée ci-dessous, ceux produits sur le département d'Eure et Loir, les communes ou syndicats limitrophes.

- 2.4 Seront admis :

- les déchets résultant des opérations de tri et/ou de compostage et/ou de méthanisation des ordures ménagères.
- les déchets industriels assimilables aux ordures ménagères résultant d'opérations de tri.

On entend par déchet trié le déchet dont on a extrait au moins les emballages repris par le ou les organismes agréés mentionnés par le décret du 1er avril 1992, ainsi que les papiers, le bois et les métaux.

Pour les déchets ci-dessus, la fraction organique sera limitée à partir du 1er juillet 1997.

- les mâchefers provenant d'usines d'incinération d'ordures ménagères et ne contenant pas de cendres volantes sous réserve des conditions suivantes :

- . Taux d'imbrûlés < 10 % jusqu'au 1er janvier 1996
- . taux d'imbrûlés < 5 % à partir du 1er janvier 1996
- . Hg lixivie < 0,6 mg/kg de matière sèche
- . Cd lixivie < 10 mg/kg de matière sèche
- . Pb lixivie < 60 mg/kg de matière sèche.

- les déchets industriels banals,
- les ordures ménagères brutes,
- les déchets verts,
- les encombrants,
- les boues en provenance de l'assainissement urbain sous réserve des conditions suivantes :

. Elles comprennent les boues stabilisées en provenance des stations d'épuration biologiques et physico-chimiques, les boues résultant du traitement de l'eau potable, les graisses en provenance des bacs dégraisseurs.

. L'admission de ces boues ne peut être autorisée que dans les conditions compatibles avec le bilan hydrique sur le site. Leur teneur en eau doit être inférieure à 70 %.

. L'admission doit également tenir compte des conditions climatiques, notamment pour prévenir les odeurs (fortes chaleurs ...).

. La répartition des boues dans l'ensemble des produits mis en décharge pourra faire l'objet de prescriptions particulières. Le remblaiement obtenu après leur mise en dépôt doit notamment permettre le roulage des engins.

. Les critères suivants doivent en outre être respectés : $4 < \text{pH} < 13$ et fraction soluble < 10%.

A compter du 1er juillet 2002, seuls les déchets ultimes seront admis.

2.5 Sont interdits sur l'installation de stockage les déchets n'appartenant pas aux catégories précédentes, et en particulier :

- les pneumatiques, sauf ceux destinés à des utilisations de type géotechnique sur le site.
- les sables de fonderie.
- les déchets industriels spéciaux
- les déchets issus des activités médicales,
- les déchets liquides même en récipients clos,
- les matières non refroidies dont la température est susceptible de créer un incendie,
- les déchets présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :

- . déchet inflammable ou explosif au sens de la directive 79/831/CEE du 18.09.79
- . radioactif au sens de la réglementation en vigueur
- . non pellerable
- . pulvérulent non préalablement conditionné en vue de prévenir une dispersion.

2.6 Acceptation préalable des déchets et contrôle à la réception.

Le producteur de déchets doit fournir à l'exploitant un document écrit précisant la composition de ses déchets et leur provenance. Pour les ordures ménagères, le document précise les éventuelles opérations de collectes séparatives et de tri réalisées.

Les mâchefers et les boues provenant de l'assainissement urbain ne peuvent être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat préalable.

Ce certificat d'acceptation préalable est délivré au vu des résultats des tests et analyses effectués sur un échantillon représentatif du déchet, qui comprennent au moins :

- la provenance ;
- la composition chimique globale du déchet brut ;
- son comportement à la lixiviation selon la norme NFEN 31-310 (3 lixiviations successives) ;
- son comportement lors d'un test de lixiviation accélérée.

Ces tests et analyses sont réalisés sous la responsabilité du producteur de déchets par le producteur du déchet, l'exploitant de la décharge ou un laboratoire indépendant.

Le certificat est renouvelé tous les ans.

Toute arrivée de déchets sur le site fait l'objet des vérifications ci-dessous :

- le déchet doit être accompagné des documents suivants :
 - . un bordereau de suivi identique à celui prévu au titre de l'arrêté du 4 janvier 1985 ou le cas échéant document de suivi de déchets importés au titre de l'arrêté du 23 mars 1990 ;
 - . le certificat d'acceptation préalable en cours de validité.

- les contrôles réalisés sont les suivants :
 - . il est procédé à un examen visuel et olfactif du chargement, à une vérification de l'aspect pelletable des boues,
 - . pour les mâchefers et les boues provenant de l'assainissement urbain, deux échantillons sont prélevés dont l'un est analysé et l'autre gardé deux mois par l'exploitant de la décharge et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Un test de lixiviation accélérée permettant de vérifier la conformité du déchet entrant avec le déchet annoncé sera réalisé selon un protocole au cas par cas en fonction de la nature du déchet dans le cadre de l'acceptation préalable, et ce dans l'attente d'une méthode normalisée. Toutefois, après accord du service chargé de l'Inspection des Installations Classées, ce test ne sera pas exigé sur chaque chargement à l'entrée de la décharge, si une procédure d'assurance-qualité est mise en oeuvre par le producteur du déchet sous la responsabilité de l'exploitant de la décharge. Cette procédure devra notamment prévoir un certain nombre d'analyses à la sortie des centres de production de ces types de déchets.

En cas d'absence d'un des documents de suivi ou de non conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé.

2.7 L'aménagement doit être effectué de manière à :

- minimiser les surfaces d'exploitation offertes à la pluie afin de diminuer l'infiltration de l'eau de pluie au sein de la masse des déchets,
- collecter les lixiviats dès le début de l'exploitation, les stocker et les traiter si nécessaire,
- éviter au maximum les arrivées d'eaux extérieures dans l'installation de stockage.

2.8 L'installation de stockage est aménagée par alvéoles d'une superficie maximum de 5000 m². Les mâchefers conformes à l'article 2.4 ci-dessus seront stockés dans une ou plusieurs alvéoles spécifiques. La hauteur ou cote maximale des déchets pour une alvéole sera telle qu'elle ne devra pas altérer les caractéristiques mécaniques et la qualité du système drainant.

Elle restera dans tous les cas inférieure à 10 m.

2.9 Afin d'optimiser le drainage des lixiviats, une géomembrane manufacturée chimiquement compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptables au regard de la géotechnique du projet est installée sur le fond et les flancs de l'installation de stockage.

Un niveau drainant complété d'une couche de pose peut être installé sous la géomembrane.

La géomembrane ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.

La pente maximum d'une géomembrane sur talus ne doit pas dépasser 2 horizontal pour 1 vertical. Dans le cas de pentes plus fortes, ne dépassant pas toutefois 1 pour 1, des dispositifs intermédiaires d'encrage de la géomembranes doivent être installés par paliers de 10 m maximum sur la hauteur.

Des contrôles de la qualité de la géomembrane et de la bonne réalisation de sa pose sont réalisés par un organisme indépendant.

- 2.10 Le réseau de drainage doit être dimensionné dans le but de permettre une vidéo-inspection et un entretien afin de contrôler son fonctionnement à court et à long terme par des moyens appropriés.

Le réseau de drainage repose sur l'existence d'un ou plusieurs collecteurs principaux, rectilignes, représentant chaque alvéole et dont la géométrie est la plus simple possible.

Le réseau de drainage des alvéoles destinés aux mâchefers sera distinct du réseau de drainage des alvéoles recevant les autres déchets.

Le système drainant de fond est conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant sur la géomembrane ne puisse dépasser 30 cm.

Le système drainant se compose, à partir du fond de l'installation de stockage :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal. Dans tous les cas, les drains ont un diamètre minimal de 15 cm afin de faciliter l'écoulement et d'être accessibles à l'entretien et à la vidéo-inspection ;

- d'une couche drainante composée de matériaux siliceux d'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, préalablement lavés, d'une épaisseur minimale de 40 cm par rapport à la perpendiculaire de la pente ;

Une protection particulière est intégrée entre la géomembrane et les éléments du système drainant et la stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

La partie supérieure du massif drainant se trouvera à la côte initialement prévue dans le dossier pour le fond des casiers.

Avant mise en place de tout autre système drainant, l'exploitant fournira un dossier contenant la preuve que les mêmes garanties sont apportées. Ce dossier sera soumis à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Les flancs de l'installation de stockage doivent aussi être équipés d'un dispositif drainant facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond. Les critères de ce dispositif sont les mêmes que ceux demandés pour le fond.

Dans le cas d'alvéoles superposées sont mis en place des dispositifs permettant de rabattre les lixiviats vers le fond du site.

Des structures drainantes intermédiaires peuvent être placées au sein de la masse de déchets pour diriger tout lixiviat vers le fond du site.

- 2.11 Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, largement dimensionné et étanche, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre et est mis en place avant le début de l'exploitation.
- 2.12 Les collecteurs principaux de l'installation de stockage dirigent en permanence les lixiviats vers les bassins de stockage correspondant aux différentes catégories de déchets et ce de façon gravitaire.

Dans le cas d'une impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats arrivent dans un ou plusieurs puisards largement dimensionnés et étanches d'où ils sont pompés automatiquement et dirigés ensuite vers les bassins de stockage correspondants.

Du fait qu'une charge hydraulique minimale inférieure dans tous les cas à 30 cm est tolérée sur le fond du site, les dimensions des puisards sont calculées en ce sens avec un pompage en continu des lixiviats. On adapte notamment la puissance des pompes à chaque cas.

- 2.13 Les eaux propres de ruissellement, intérieures au site, passent obligatoirement, avant rejet dans le milieu naturel, par un bassin de stockage étanche permettant une décantation et un contrôle de la qualité de ces eaux.
- 2.14 L'installation de stockage est exploitée par alvéoles successives.

Une alvéole spécifique aux mâchefers pourra être simultanément exploitée avec les précédentes.

Deux alvéoles au plus accueillant la même catégorie de déchets peuvent être exploitées simultanément et une troisième alvéole préparée en attente.

La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit aux articles 2.32 et suivants, si l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire ; une nouvelle alvéole devant se superposer à l'alvéole n-1. Cette couverture intermédiaire a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets en facilitant le ruissellement.

Dans le cas d'alvéoles superposées, une couverture intermédiaire composée de matériaux inertes est mise en place dès qu'une alvéole est comblée.

La quantité minimale de matériaux de couverture toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour réaliser une couverture provisoire de 1000 m³.

- 2.15 Les déchets sont déposés en couches minces. Ils sont compactés dès leur arrivée et recouverts en tant que de besoin pour limiter les nuisances.
- 2.16 Les lixiviats qui sont contenus dans les différents bassins de stockage seront éliminés conformément à l'article 1.2 ci-dessus.
- 2.17 Les alvéoles contenant de la matière organique sont équipées d'un réseau de drainage des émanations gazeuses, conçu et dimensionné de façon à capter de façon permanente et optimale le biogaz, et de le transporter de préférence vers une installation de valorisation ou sinon vers une installation de destruction par combustion.

A cet effet, chaque alvéole dont l'exploitation est achevée doit être mise en dépression.

Puits verticaux :

Des puits doivent être montés par progression au fur et à mesure de l'exploitation. Si nécessaire, des puits complémentaires peuvent être réalisés par forage dans la masse des déchets, en fin d'exploitation de l'alvéole.

Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents :

- comblement des fissures pouvant se produire dans la couverture
- vérification de la composition du gaz et de l'état des conduites
- évacuation de l'eau de condensation aux points bas du réseau de collecte.

Dès que la composition du gaz dans chaque puits le permettra, le biogaz sera évacué et éliminé dans l'installation de combustion prévue à cet effet.

Drains horizontaux :

Le dégazage par les puits peut être complété par un réseau de drains horizontaux, convergeant vers les puits, placés dans la masse des déchets et/ou sous la couverture.

Les têtes de réseau sont reliées au collecteur de gaz.

Collecteurs et conduites de transport :

Ils sont dimensionnés en fonction des pertes de charges. Leur diamètre doit être de 150 mm au moins. Ils doivent permettre l'écoulement des condensats vers des points de purge.

Destruction du gaz :

La conception des torchères doit respecter les critères suivants :

- flamme non apparente
- rallumage automatique
- combustion totale avant sortie des gaz du tube de flamme
- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide pour tout défaut de fonctionnement
- dispositif d'arrêt de flamme
- contrôle de la flamme
- régulation possible de la combustion.

Nota : L'ensemble du système (tubes crépinés, drains, têtes de réseau, collecteurs de gaz ...) est réalisé en matériaux résistants à la corrosion.

2.18 Les déchets ne sont admis qu'en vrac.

En cas de nécessité d'un conditionnement préalable effectué chez le producteur, il appartient à l'exploitant de la décharge de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement avant les opérations de stockage.

2.19 L'Inspection des Installations Classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitation à des prélèvements - inopinés ou non - et analyses sur les déchets entrant sur le site.

2.20 L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de cinq puits de contrôle, l'implantation étant précisée en accord avec l'Hydrogéologue agréé.

Au moins un de ces puits de contrôle doit être situé en amont hydraulique de l'installation de stockage pour servir de point repère de la qualité des eaux souterraines.

Pour chacun des puits de contrôle et préalablement au début de l'exploitation il doit être procédé à une analyse de référence au moins sur les paramètres suivants :

1) analyse physico-chimique :

pH, potentiel d'oxydo réduction, résistivité, NO_2^- , NO_3^- , Cl^- , SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^+ , Ca^{2+} , Mg^{2+} , Mn^{2+} , Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Fe.

2) analyse biologique :

DBO5, DCO

3) analyse bactériologique :

coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles.

Au minimum et quatre fois par an, des analyses portant au moins sur les paramètres suivants sont effectués.

1) analyse physico-chimique :

pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, métaux lourds totaux, fer.

2) analyse biochimique :

DBO5, DCO.

2.21 Une analyse au minimum mensuelle de la qualité des eaux stockées dans le bassin tampon qui regroupe les eaux de ruissellement non souillées concernera les paramètres suivants : pH, DCO, MES et hydrocarbures.

2.22 L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les principaux termes du bilan hydrique (pluviométrie, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés) contrôlée en cours d'exploitation. Ils permettent de procéder à une véritable gestion du flux polluant et de réviser dans un sens ou dans l'autre les aménagements du site.

2.23 Les contrôles demandés aux articles 2.20 et 2.21 sont effectués sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à 30 ans après la cessation de l'exploitation.

En plus de ces contrôles, l'Inspecteur des Installations Classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à tout prélèvement ou analyse qu'il juge nécessaire.

2.24 Les résultats des analyses demandées aux articles ci-dessus sont communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées :

- trimestriellement pour ce qui concerne les articles 2.20 et 2.21 ;
- dès la mise en service pour ce qui concerne l'article 2.20 dernier alinéa.

Ils sont repris dans le rapport d'activité annuel prévu à l'article 2.27.

2.25 L'exploitant procède périodiquement à une analyse des émissions gazeuses de chaque puits, au niveau de la tête de réseau, et détermine les paramètres suivants : CH_4 , CO_2 , N, O_2 .

Des analyses en continu doivent être réalisées afin de connaître la composition du biogaz arrivant à l'installation de brûlage : en particulier sur CH_4 , CO_2 , N et O_2 .

Un suivi en continu de la température de combustion doit être assuré.

L'exploitant réalise périodiquement des analyses de l'air ambiant sur au moins deux points sur le périmètre de la décharge et en sortie de l'installation de combustion, portant au moins sur les paramètres suivants : CH_4 , COVT, SO_2 , NO_2 , CO.

2.26 L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte journalièrement la quantité de biogaz brûlé ou valorisée.

2.27 L'exploitant doit tenir à jour un plan de l'installation de stockage qui est envoyé annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées. Il fait apparaître :

- les rampes d'accès
- l'emplacement des alvéoles de la décharge prévues à l'article 2.3
- les niveaux topographiques des terrains
- le schéma de collecte des eaux prévu aux articles 2.7 à 2.13
- les déchets entreposés alvéole par alvéole, couche par couche (provenance, nature, tonnage)
- les zones aménagées.

2.28 L'exploitant reporte sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les déchets qu'il n'a pas admis dans l'installation de stockage en précisant les raisons du refus et la provenance.

L'exploitant reporte également sur un second registre les résultats de toutes les analyses prévues dans ce présent titre.

2.29 Une fois par an l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées un rapport d'activité comportant le plan visé à l'article 2.27, les résultats des contrôles faits sur les déchets ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation de stockage dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

L'Inspection des Installations Classées présente ce rapport au Conseil Départemental d'Hygiène complété par un rapport récapitulant les contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées par l'Inspection des Installations Classées.

2.30 Après réaménagement final les contrôles suivants devront être maintenus :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchère, ...)

- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses, ...)

- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent

- les courbes topographique d'équidistance 1 m.

2.31 Le suivi d'une durée minimale de 30 ans après réaménagement du site concerne :

- le contrôle, tous les mois, du système de captage du biogaz,
- le contrôle, tous les 6 mois, des émanations gazeuses de la décharge,
- le contrôle, tous les 6 mois, de la qualité des eaux souterraines,
- le contrôle, tous les 6 mois, de la qualité des rejets avec mesures des débits afin de suivre la qualité de l'aménagement du site et de la sortie des lixiviats,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),
- les observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques.

2.32 Dès que la cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets est atteinte et ceci quel que soit le nombre d'alvéoles superposées, une couverture finale est mise en place pour empêcher toute infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de l'installation de stockage.

La couverture présente au moins une pente de 5 % sans pour autant provoquer des risques d'érosion de la couverture en place permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers le fossé latéral de collecte signalé à l'article 2.11.

La couverture a une structure multicouches avec au minimum (du haut vers le bas) :

- un niveau de terre arable végétalisée permettant une évapotranspiration maximum ;
- un niveau drainant d'un coefficient de perméabilité supérieur à 1.10^{-4} m/s et complété de drains ;
- un écran imperméable composé d'une géomembrane et d'un niveau d'un mètre de puissance provenant de matériaux décaissés.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

ARTICLE 3

Les dispositions du présent arrêté devront être satisfaites dès la mise en service de l'installation.

ARTICLE 4

La Société STANEXEL devra également se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs imposées par les articles 66, 66A et 66B du livre II du code du travail et aux règlements d'administration publique pris en application des articles 67 et 68 du même livre, notamment aux décrets des 10 juillet 1913 modifié (mesures générales de la protection et de sécurité) et 14 novembre 1988 (protection du personnel contre les dangers des courants électriques).

Sur sa demande, tous les renseignements utiles lui seront donnés par l'Inspecteur du Travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 5

Toute extension ou modification notable des installations devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans les formes prévues à l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 6

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique.

Il peut également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative. Ampliations en seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre (3 exemplaires), à Messieurs les Maires de PRUDEMANCHE, SAINT LUBIN DE CRAVANT, REVERCOURT, BEROU LA MULOTIERE et DAMPIERRE SUR AVRE, aux Conseils Municipaux de ces communes et aux Chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande, aux propriétaires des terrains mentionnés à l'article 1 ci-dessus.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de la Société STANEXEL, inséré par les soins du Préfet d'Eure et Loir, dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché dans la mairie de PRUDEMANCHE pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur le Maire de PRUDEMANCHE qui devra justifier au Préfet d'Eure et Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en outre par le pétitionnaire dans son établissement.

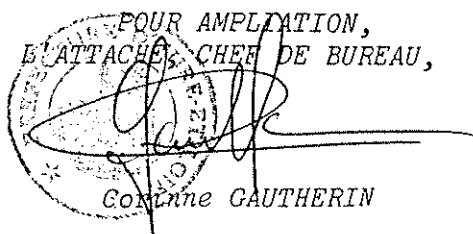
ARTICLE 8

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Maire de PRUDEMANCHE, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre - et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 14 décembre 1992

LE PREFET,

Guy MERRHEIM

POUR AMPLIATION,
L'ATTACHÉ, CHEF DE BUREAU,

Corinne GAUTHERIN

